

Elon Musk tente de peser sur les nominations de Donald Trump

Les responsables désignés par le président élu américain dans les secteurs de l'énergie et du commerce sont partisans d'une ligne dure

NEW YORK - correspondant

Après les nominations sur les fronts diplomatique et intérieur, Donald Trump se prépare à nommer son secrétaire au Trésor et les équipes qui mèneront sa politique commerciale. L'affaire a déjà dégénéré en bataille d'influence entre les différents clans qui entourent le président américain élu. L'un des enjeux sera de mesurer l'influence d'Elon Musk, 53 ans, nommé à la tête d'une commission chargée de serrer dans les dépenses fédérales, et celle de Robert Lighthizer, 77 ans, ancien représentant au commerce lors du premier mandat de Donald Trump (2017-2021) et partisan résolu des droits de douane.

Jusqu'à la mi-novembre, le financier Scott Bessent, fondateur de Key Square Group, tenait la corde. Las, ce républicain de 62 ans avait deux handicaps : c'est un ancien de chez George Soros, financier d'origine hongroise qui fit chuter la livre sterling en 1992 et est honni par la droite pour son activisme politique progressiste ; surtout, il a déclaré à *Financial Times*, à la mi-octobre, que les droits de douane promus par Donald Trump étaient avant tout une arme de négociation. « En fin de compte, [Trump] est partisan du libre-échange. Il faut escalader, ce qui a été vu comme un non-alignement avec le président élu.

Elon Musk a lancé l'assaut contre M. Bessent, samedi, en défendant la candidature du responsable de l'équipe de transition de Donald Trump, Howard Lutnick, 63 ans, patron de la firme financière Cantor Fitzgerald. « Selon moi, Bessent est le choix du "business as usual", alors que Howard Lutnick provoquerait un vrai changement. Le statu quo conduit l'Amérique à la faillite, nous devons donc changer les choses d'une manière ou d'une autre », a attaqué M. Musk sur X.

Au milieu de cette cacophonie, Donald Trump se prépare, selon

le *New York Times*, à mener des entretiens supplémentaires. Seraient dans la course Kevin Warsh, 54 ans, ancien banquier central, marié à une petite-fille héritière de la reine des cosmétiques Estée Lauder ; Robert Lighthizer ; Marc Rowan, 62 ans, patron du fonds Apollo Global Management ; et le sénateur républicain du Tennessee Bill Hagerty, qui fit campagne pour Mitt Romney et John McCain avant de se rallier au trumpisme. Le choix final montrera jusqu'à quel point il faut prendre au sérieux les menaces de guerre commerciale généralisée brandies par Donald Trump ainsi que son souhait de réduire drastiquement les dépenses publiques, alors que Joe Biden a laissé les déficits à des records historiques.

A revers de la politique de Biden
Les premières nominations concernant l'équipe chargée de la politique économique attestent toutefois d'une ligne dure. Ainsi de Brendan Carr, nommé à la commission fédérale des communications (FCC), l'organe de supervision des médias. « Le commissaire Carr est un guerrier de la liberté d'expression et s'est battu contre l'assaut juridique réglementaire qui a étouffé les libertés des Américains et freiné notre économie », a souligné M. Trump.

Le combat pour la liberté d'expression est un des axes majeurs d'Elon Musk, qui dit avoir acheté Twitter, devenu X, pour 44 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros) afin de défendre ce droit menacé, selon lui, par les démocrates. « Nous devons démanteler le cartel de la censure et rétablir la liberté d'expression pour les Américains ordinaires », a posté Brendan Carr, sur X, dans la foulée de sa nomination. Selon lui, « Facebook, Google, Apple, Microsoft et d'autres ont joué un rôle central dans le cartel de la censure ».

Les autres nominations emblématiques concernent l'énergie. Pour gérer le ministère de l'inté-

Le choix du secrétaire au Trésor a dégénéré en bataille d'influence entre les clans qui entourent Trump

rieur, qui administre les terres fédérales et l'exploitation de leur sous-sol, le choix du président élu s'est porté sur Doug Burgum, gouverneur du Dakota du Nord et éphémère candidat à la primaire. Ce partisan des forages pétroliers sera aussi président du nouveau Conseil national de l'énergie. « L'Amérique a la chance de posséder de vastes quantités d'"or liquide" et d'autres minéraux et ressources précieuses, juste sous nos pieds. Nous allons forer, forer, forer, développer toutes les formes de production d'énergie. En utilisant intelligemment nos incroyables atouts nationaux, nous préserverons et protégerons nos plus beaux endroits, et réduirons nos déficits et notre dette ! », a promis Donald Trump.

Cette nomination s'est accompagnée du choix de Chris Wright pour diriger le département de l'énergie. « Chris a été l'un des pionniers qui ont contribué à lancer la révolution américaine du schiste qui a alimenté l'indépendance énergétique américaine et transformé les marchés mondiaux de l'énergie et la géopolitique », s'est réjoui M. Trump. M. Wright est patron d'une entreprise pétrolière, Liberty Energy, qui a progressé en Bourse de 5,5 %, lundi 18 novembre au matin, dans la foulée de sa nomination, et siège au conseil d'administration d'une start-up spécialisée dans l'énergie nucléaire, Oklo, dont le titre a bondi, quant à lui, de près de 20 %.

La future administration renverse la politique de Joe Biden,

qui a cherché à réduire les forages sur les terres fédérales sans y parvenir complètement. La situation est paradoxale : en dépit de politiques protransition, l'exploitation pétrolière a battu des records sous le mandat de Joe Biden, mais Donald Trump veut aller plus loin pour diviser par deux le prix de l'essence. C'est prendre le risque d'une surproduction ruineuse pour le secteur pétrolier.

En théorie, Elon Musk est un avocat de la transition énergétique, en porte-à-faux avec le climatisme de Donald Trump. Mais, par opportunisme, il approuve l'idée de supprimer les aides de 7500 dollars (environ 7100 euros) à l'achat de voiture électrique : son entreprise Tesla étant la seule du secteur à être rentable, cette mesure pénalisera avant tout ses concurrents. Elon Musk veut lever des réglementations pour lancer ses voitures sans chauffeur. Donald Trump l'a laissé entendre, et l'action Tesla a bondi d'environ 38 % depuis son élection, le 5 novembre.

Dans cette alliance entre le président des États-Unis et l'homme le plus riche du monde, tout est question de transactions. « Je suis pour les voitures électriques », avait déclaré Donald Trump lors d'un meeting à Atlanta, après avoir dénigré les véhicules électriques pendant des mois. « Je dois l'être, car Elon m'a soutenu très fortement. »

Elon Musk, quant à lui, est fondamentalement contre les droits de douane. Il a dit indirectement, en saluant la décision du président argentin, Javier Milei, de « sabrer » dans les droits de douane à l'importation. « Bonne initiative », a-t-il tweeté, le 16 novembre. Combien de temps la lune de miel fondée sur de tels désaccords peut-elle durer ? L'entourage de Donald Trump, selon les fuites parues dans la presse, commence à s'agacer de l'omniprésence d'Elon Musk. Le président élu le soutient.

Du moins pour l'instant. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

BOGOTÁ - correspondante

Le Venezuela libère des détenus incarcérés après la réélection de Maduro

Plus de 2000 opposants avaient été arrêtés après avoir contesté le résultat de l'élection présidentielle du 28 juillet

Des scènes d'embrassades et d'émouvantes retrouvailles ont circulé sur les réseaux sociaux après que le parquet vénézuélien a confirmé, dimanche 17 novembre, la libération de 225 personnes arrêtées à la suite de la réélection contestée de Nicolas Maduro, le 28 juillet. L'ONG Foro Penal a certifié 131 libérations. Lundi, des dizaines de familles de détenus attendaient encore devant les quatre centres pénitentiaires du pays où ont été incarcérés les manifestants, accusés d'« association de malfaiteurs », d'« incitation à la haine », de « terrorisme » et de « trahison de la patrie ».

La cheffe de l'opposition, María Corina Machado, a réagi, samedi, en saluant, sur X, « l'amour et le courage des familles, ainsi que le travail rigoureux des défenseurs des droits de l'homme qui ont permis [ces libérations] ». Deux jours plus tôt, un militant de son parti était mort en détention. Jesús Martínez Medina, 36 ans, avait été observateur électoral pour la coalition d'opposition, qui soutenait la candidature d'Edmundo González à la présidentielle.

« Répression sans précédent »

Dès l'annonce des résultats – techniquement incohérents – du scrutin du 28 juillet, les électeurs d'opposition ont été convaincus qu'il y avait eu fraude. Le lendemain, par dizaines de milliers, ils descendaient dans la rue dans tout le pays pour exiger le départ de Nicolas Maduro. Les forces de l'ordre ont arrêté plus de 2000 manifestants en trois jours, dont plusieurs dizaines d'adolescents. D'autres opposants furent envoyés en prison dans les semaines suivantes. Fin août, Edmundo González s'exilait en Espagne. Restée dans son pays, María Corina Machado vit dans la clandestinité.

Le Conseil national électoral n'a jamais fourni le détail des résultats du scrutin. L'opposition, elle,

a publié sur Internet les procès-verbaux de milliers de bureaux de vote qui avaient légalement été remis aux observateurs accrédités. Ces documents confirment l'écrasante victoire de M. González. Les États-Unis, l'Europe et la plupart des pays d'Amérique latine n'ont pas reconnu la victoire de M. Maduro.

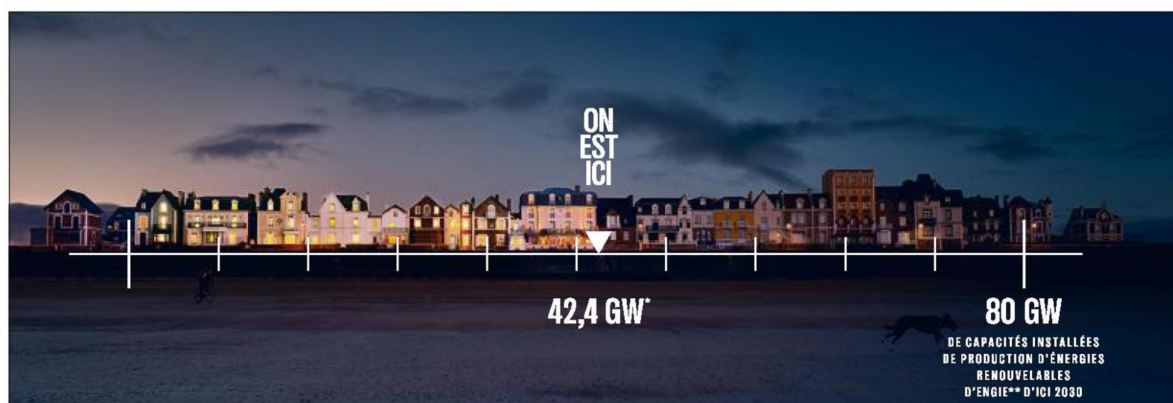
Selon Foro Penal, 1976 prisonniers politiques (contre 305 avant l'élection présidentielle) étaient encore incarcérés le 14 novembre, dont 69 âgés de moins de 18 ans. « Un chiffre énorme », souligne le président de l'organisation, Alfredo Romero, en dénonçant « une répression sans précédent ». Les familles des proches, les organisations de défense des droits humains et les partis d'opposition n'ont cessé de s'inquiéter des conditions de détention « inhumaines » infligées aux prisonniers.

Les libérations de ces derniers jours ont, semble-t-il, été décidées par le chef de l'État lui-même. Le 11 novembre, en évoquant de possibles « erreurs de procédure », Nicolas Maduro a en effet publiquement appelé le procureur Tarek Saab à réexaminer un certain nombre de dossiers « pour que justice soit faite ».

Les observateurs s'interrogent sur les raisons de ces libérations. Le pouvoir fait-il un geste pour tenter d'apaiser Donald Trump ? Partisan d'une politique de « pression maximum » pour obtenir le départ de M. Maduro, la première administration Trump avait imposé, en 2017 et en 2019, des sanctions qui continuaient de pénaliser lourdement l'économie vénézuélienne.

M. Maduro a accueilli avec prudence la victoire du milliardaire américain. Il a dit espérer que « le retour au pouvoir historique » de Donald Trump marque « un nouveau départ » pour les relations entre les deux pays. Sauf surprise, Nicolas Maduro sera investi, le 10 janvier 2025, pour un nouveau mandat de six ans. ■

MARIE DELCAS



ON EST ICI

42,4 GW

80 GW

DE CAPACITÉS INSTALLÉES DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES D'ENGIE** D'ICI 2030

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST EN MARCHÉ, ENGIE Y CONTRIBUE CHAQUE JOUR.

ENGIE, 1^{er} producteur d'énergies éoliennes et solaires en France*** consacre plus de 80% de ses investissements de croissance au développement du système énergétique de demain. #AgissonsEnsemble

L'énergie est notre avenir, économisons-la !
1 GW d'énergies renouvelables permet de produire l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'électricité de près d'1 million de personnes.
**De capacités installées de production d'énergies renouvelables d'ENGIE dans le monde au 30/06/2024.
***Dans le monde. Source : étude Interne et Analyse Peak au 30/06/2024.
Plus d'infos sur engie.com/on-est-ici-dans-la-transition-energetique
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285011€ - RCS NANTERRE 542107651. © Nicolas Pollet-Villard.

